

**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET  
D'ETUDES STRATEGIQUES**

*Revue*  
*Intelligence Stratégique*

**Vol. 008, Numéro 020, Janvier-Mars 2025**

**E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X**

**<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>**



**Siège social** : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République  
Démocratique du Congo.

**Téléphone** : +243 82 006 1696 ; 81 86 19 121; 89 7175 074

**E-mail** : [felly.lukunga@revue-is.org](mailto:felly.lukunga@revue-is.org), [article@revue-is.org](mailto:article@revue-is.org), [info@revue-is.org](mailto:info@revue-is.org) ;

Internet : [www.revue-is.org](http://www.revue-is.org) ; [www.irges.org](http://www.irges.org)

**Europe** : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de  
Commerce Suisse-RD Congo, [info@ccsc.ch](mailto:info@ccsc.ch)



Revue Intelligence Stratégique  
Journal des publications scientifiques  
Volume 8, numéro 20  
Janvier-Mars 2025  
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488  
<https://doi.org/10.62912/JYJX7512>  
[www.revue-is.org](http://www.revue-is.org)

---

**CONFLITS ARMES DANS L'EST DE LA RD CONGO : ANALYSE STRATEGIQUE  
DES DYNAMIQUES REGIONALES SUR L'ACTIVISME DU M23/AFC ET L'ARMEE  
RWANDAISE**

---

**Donat-Soft MUKUNA MUYA**

Docteur en médecine et Doctorant en stratégie, sécurité et défense au Collège des Hautes Études de Stratégie et de Défense (CHESD)/Kinshasa-RDC

**RESUME**

*L'Est de la République Démocratique du Congo subit depuis 2021 une reprise majeure des hostilités liées à la résurgence de la rébellion du M23/AFC, soutenue par le Rwanda. A partir de travaux académiques et d'organismes internationaux, la présente étude analyse cette résurgence des conflits via plusieurs grilles méthodologiques qui sont : la « grille de Messiant » complétée par Bazenguissa-Ganga et Musila, le « cercle du conflit » (ACCORD) et la courbe de Lund, et de sources récentes. Du point de vue de la temporalité, elle couvre la montée en puissance de ce mouvement rebelle partant de fin 2021 au mars 2025 consacrée par la prise des villes emblématiques de Goma et Bukavu. Elle prend en compte les différentes initiatives régionales allant des opérations militaires aux processus de négociations. Il se dégage une intensification des violences (affrontements, exactions sur civils, déplacements massifs) malgré des médiations (accord de cessez-le-feu de juillet 2024). L'analyse critique souligne les facteurs structurels (ressources minérales, faiblesses étatiques), identitaires (tensions rwandophones), stratégiques (sécurité des frontières, luttes d'influence) et informationnels (propagande) du conflit. Discutant les résultats, il s'observe la difficulté de trouver une issue diplomatique et politique durable, alors qu'elle semble la solution la plus envisageable.*

**Mots-clés :** *Conflits armés, RD Congo, M23/AFC, armée rwandaise, Grands Lacs.*

## ABSTRACT

*Since 2021, the east of the Democratic Republic of Congo has been experiencing a major resurgence of hostilities linked to the resurgence of the M23/AFC rebellion, supported by Rwanda. Drawing on the work of academics and international organizations, this study analyzes this resurgence of conflict using several methodological grids: the "Messiant grid" completed by Bazenguissa-Ganga and Musila, the "circle of conflict" (ACCORD) and the Lund curve, as well as recent sources. In terms of temporality, it covers the rise of this rebel movement from late 2021 to March 2025, marked by the capture of the emblematic towns of Goma and Bukavu. It takes into account the various regional initiatives, ranging from military operations to negotiation processes. It reveals an intensification of violence (clashes, atrocities against civilians, mass displacements) despite mediation (ceasefire agreement of July 2024). The critical analysis highlights the structural (mineral resources, state weaknesses), identity (Rwandophone tensions), strategic (border security, influence struggles) and informational (propaganda) factors of the conflict. Discussing the results, he notes the difficulty of finding a lasting diplomatic and political solution, even though it seems the most likely solution.*

**Keywords :** *armed conflicts, DR Congo, M23/AFC, Rwandan army, Great Lakes.*

## INTRODUCTION

Le conflit dans l'est de la RDC est une crise de longue durée, nourrie par des rivalités ethniques, la lutte pour les ressources minières et l'ingérence régionale depuis les guerres de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. En 2021, la renaissance du Mouvement du 23-Mars (M23) a ravivé la guerre dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Rapidement, cette rébellion tutsie, historiquement soutenue par Kigali, a accru son envergure, mettant en péril la stabilité régionale.

En 2024–2025, les combats se sont intensifiés : le M23 a lancé une offensive éclair vers Goma (prise vers fin janvier 2025) et vers Bukavu (juste deux semaine après la prise de Goma), illustrant l'« escalade la plus grave depuis 2012 ».

Parallèlement, les efforts diplomatiques (Accords de cessez-le-feu, médiations angolaise et kenyane) n'ont guère freiné la spirale de violences.

Cette note analyse les logiques à l'œuvre dans ce conflit (RDC vs M23–Rwanda), en s'appuyant sur des approches analytiques reconnues et des données récentes (rapports ONU, ONG, presse internationale) pour dresser un portrait rigoureux de la situation et de ses enjeux.

L'image ci-dessous montre une vue d'ensemble d'un camp de déplacés dans le Nord-Kivu.



**Source** : UNHCR.

Cette image illustre l'ampleur des déplacements forcés de populations civiles à proximité de Goma en 2024.

Les conditions de vie de ces déplacés sont précaires à l'image de ces enfants déplacés.



**Source** : Human Rights Watch. Cette photo témoigne de la vulnérabilité extrême des enfants réfugiés internes dans les zones de conflit.

## I. CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE

Cette étude s'appuie sur un cadrage interdisciplinaire et multidimensionnel du conflit, combinant plusieurs outils conceptuels reconnus dans l'analyse des guerres civiles. Elle mobilise notamment la grille d'analyse de Messiant<sup>1</sup> (adaptée par Bazenguissa-Ganga et Musila) qui identifie plusieurs échelles causales (structurelles, politiques, économiques et identitaires) du conflit.

Parallèlement, le « cercle du conflit » contribue dans cette étude dans la distinction des dimensions structurelles, d'intérêts, de valeurs relationnelles et informationnelles du conflit. Enfin, le recours à la courbe de Lund (1996)<sup>2</sup> permet de modéliser le cycle d'escalade et de décrue cette situation belliqueuse, pour situer temporellement l'évolution des violences.

Sur le plan empirique, les données proviennent d'une revue exhaustive de rapports récents : rapports du Conseil de sécurité de l'ONU (briefings et résolutions 2024–2025); analyses d'ONG (Human Rights Watch, Crisis Group, International Crisis Group); synthèses de think tanks (ACCORD, Ebuteli-CRG) et médias de référence (Reuters, AP, BBC, etc.). La présente étude a exploité des sources ouvertes de données (UNHCR pour les réfugiés/déplacés, OCHA pour humanitaire).

Les faits cités sont tirés par des publications officielles et fiables comme par exemple : « [...] M23 has continued its advance following the fall of Goma and Bukavu... » Cette formulation apparaît dans l'analyse de l'institut ACCORD intitulée "Scenarios for the unfolding crisis in the DRC").

L'approche est neutre et analytique. Elle consiste en la comparaison des informations contradictoires pour dégager des tendances robustes (par exemple, la progression territoriale du M23 en parallèle des déclarations des autorités congolaises et des observateurs internationaux).

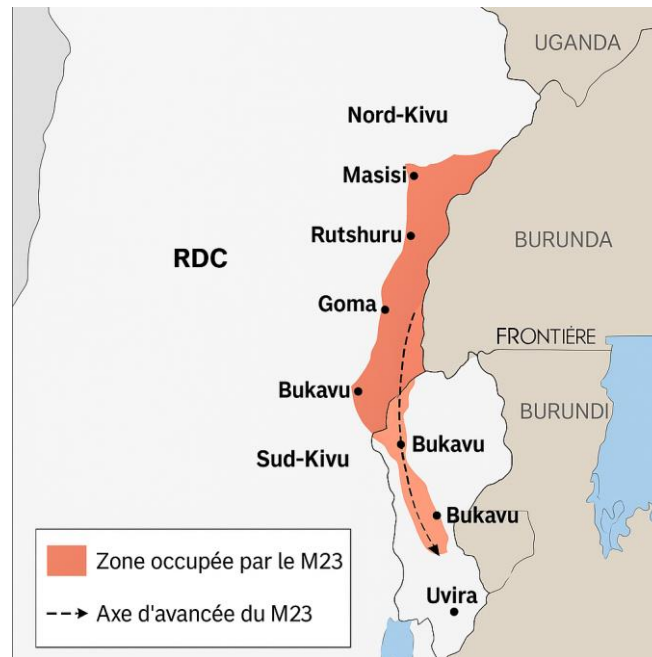
---

<sup>1</sup> BAZENGUISSA-GANGA R. et MUSILA G., *Conflits armés en Afrique centrale*, Karthala, Paris, 2022.

<sup>2</sup> LUND, M. S., « Preventing Violent Conflicts: A Strategy for Preventive Diplomacy », dans *USIP Press*, 1996.

## II. ANALYSE DU CONFLIT

Ce point trace la chronologie des faits, présente les acteurs et enfin relève la dynamique des violences et l'impact humanitaire.



Source : Carte générée par l'IA.

Cette carte présente les zones occupées par le M23 entre 2021 et 2025, y compris Bukavu et l'axe d'avancée jusqu'au Sud-Kivu, en passant par Goma, Rutshuru et Masisi. Elle met en évidence les frontières stratégiques avec le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda.

### II. 1. Chronologie et tournants (2021–janvier 2025)

Le M23 est né en 2012 d'une mutinerie de soldats tutsis (ex-RCD, CNDP) appuyés par Kigali. Il avait été militairement vaincu et désarmé en 2013. Durant huit ans, la situation dans les Kivus est restée instable mais sans offensives majeures du M23.

En novembre 2021, le groupe a ressurgi (sous le même nom et a changé de nom en 2024 pour « AFC-M23 ») et selon Kigali, c'est suite à l'échec des

engagements de Nairobi (2013) sur l'intégration des ex-combattants et la marginalisation de la communauté Tutsi congolaise.

Ce « déclencheur » a marqué l'amorce d'une nouvelle phase, où le M23 a progressivement recruté et renforcé ses forces (le monde extérieur évoque 8 000 combattants fin 2024, dont 5 500 recrutés depuis septembre). L'année 2022 a vu l'insurrection se généraliser : conquête de localités comme Bunagana et Kiwanja, et multiplication d'alliances (création d'Alliance Fleuve Congo, AFC en sigle sans parvenir à rallier la majorité des factions, selon ONU).

Les forces rwandaises, officiellement absentes, ont été accusées par l'ONU et plusieurs ONGs internationales et locales de soutenir activement le M23 d'ailleurs Human Rights Watch note que « l'armée rwandaise a déployé des troupes... pour soutenir directement le M23<sup>3</sup>, lui permettant d'étendre son contrôle sur Rutshuru et Masisi<sup>4</sup> ». Parallèlement, les Forces armées congolaises (FARDC) ont été appuyées par les milices mayi-mayi et des réservistes « Wazalendo ».

En 2023, malgré des efforts de médiation, les affrontements ont progressé. Sous la pression, le gouvernement congolais a sollicité le déploiement d'une force régionale SADC (avec l'Afrique du Sud en tête) pour soutenir la RDC, tandis que le Rwanda continuait de nier toute implication directe. Les violences contre les civils se sont accentuées : selon Human Rights Watch, le M23 a perpétré « tueries et viols depuis fin 2022 », entraînant de nombreux déplacements.

En juillet 2024, l'Angola (président de l'UA) a annoncé un accord de cessez-le-feu entre Kinshasa et Kigali sous médiation angolaise (avec le Kenya)<sup>5</sup>. Ce cessez-le-feu a été fragile : les deux camps l'ont rapidement violé et les combats ont repris dès l'automne 2024.

---

<sup>3</sup> Human Rights Watch, DR Congo: Killings, Rapes by Rwanda-Backed M23 Rebels, 13 juin 2023.

<sup>4</sup> HRW, 2023.

<sup>5</sup> Nieuwsblad, 2024.

Début 2025, le conflit a basculé dans une phase critique. À la mi-janvier, le M23 a multiplié les offensives : prise de Minova (Sud-Kivu) puis de Sake et de Kamanyola (Nord-Kivu), menaçant directement Goma.

Les Nations unies rapportent que « M23 s'est approché de Sake, à 25 km à l'ouest de Goma, coupant les routes d'approvisionnement ».

Le 26 janvier 2025, l'ONU a tenu une réunion d'urgence après des tirs du M23 sur les positions de la MONUSCO, tuant plusieurs Casques bleus... Bintou Keita (cheffe de la MONUSCO) a fait état de l'entrée de forces rwandaises en périphérie de Goma, la rendant impraticable (« we are trapped »).

Malgré un appel du Secrétaire général à respecter le cessez-le-feu, les combats ont culminé le 27–28 janvier : les rebelles ont prétendu contrôler Goma (une ville de plus de 2 M d'habitants) et ont saisi son aéroport<sup>6</sup>. Le 28 janvier, le porte-parole de l'ONU a confirmé que les rebelles étaient à Goma, qualifiant la situation de « tendue et fluide<sup>7</sup> »... Selon Reuters, c'était « la pire escalade depuis 2012<sup>8</sup> » dans ce conflit de trente ans<sup>9</sup>.

Le 31 janvier 2025 a vu le M23 consolider ses gains territoriaux. Après Goma, les rebelles ont pris Bukavu (capitale du Sud-Kivu) et continué vers d'autres axes. Le think-tank ACCORD rapporte que le M23, après la prise de Goma et Bukavu, a capturé Kamanyola en poussant vers Uvira (Sud-Kivu), tandis qu'une autre colonne s'est dirigée vers Butembo au nord de Goma. Si le M23 venait à contrôler l'ensemble des Kivus, cela représenterait un territoire cinq fois supérieur à celui du Rwanda.

Il y a lieu de noter que les forces congolaises n'ont opposé qu'une résistance limitée face à ces avancées. Au total, depuis janvier 2025, on comptabilise des milliers de déplacés fuyant les combats et selon l'ONU plus de 7 000 morts et 600 000 déplacés en quelques mois. Ce tournant de l'hiver 2025

---

<sup>6</sup> Reuters (2025b)

<sup>7</sup> Conseil de sécurité ONU (2025) – SC/15981

<sup>8</sup> Reuters, "Rwandan-backed rebels enter Congo's Goma in major escalation", 27 janvier 2025.

<sup>9</sup> *Ibidem*.

met en lumière un conflit armé désormais presque classique, où des milices appuyées par un État voisin défient l'intégrité territoriale de la RDC<sup>10</sup>.

## **II. 2. Acteurs et logiques du conflit**

L'analyse systémique du conflit fait intervenir plusieurs catégories d'acteurs et d'enjeux. Les acteurs directs comprennent le M23 (dirigé par un noyau de cadres tutsis dont certains sont des ex-FARDC) et les FARDC (avec certaines milices supplétives Mai-Mai et réservistes patriotes appelés Wazalendos), ainsi que la MONUSCO (jusqu'en 2024) et potentiellement la coalition régionale SADC.

Sur le plan international, le Rwanda joue un rôle central : il est accusé de fournir des armes, des troupes et du financement au M23, tout en niant officiellement son implication. L'Ouganda est ambivalent : formellement allié de la RDC contre l'ADF (milice islamiste) et co-président de la CIRGL, il a été accusé par l'ONU de livrer certains matériels au M23, ce que Kampala réfute.

Le Burundi, membre de l'EAC, a déployé des troupes aux côtés du gouvernement congolais (environ 10 000 soldats fin 2024), mais a partiellement retiré ses contingents après la chute de Goma<sup>11</sup>. Enfin, la Communauté internationale (ONU, USA, UE) est impliquée par ses missions de maintien de la paix et ses pressions diplomatiques (résolutions, sanctions, appels au respect du droit international).

Les enjeux du conflit sont multiples. D'une part, il existe un enjeu identitaire et de sécurité régionale : le Rwanda reconnaît indirectement son implication et justifie son intervention par la menace des FDLR (anciens miliciens hutu rwandais réfugiés en RDC), tout en cherchant en même temps à empêcher l'État congolais de consolider une armée puissante sur sa frontière. Du côté congolais, la défense de la souveraineté territoriale et la restauration de l'autorité de l'État sur les Kivus sont prioritaires.

D'autre part, les ressources naturelles jouent un rôle clé : les régions contrôlées par le M23 regorgent de coltan, or, cassitérite et autres minerais

---

<sup>10</sup> Reuters, 2025c.

<sup>11</sup> The East African, 2024.

stratégiques (cobalt, lithium), dont le commerce illicite contribue au financement du camp des rebelles et leur mentor le Rwanda.

Ainsi, l'offensive de 2025 s'inscrit dans la logique selon laquelle « plus ils prennent de territoire, plus ils peuvent générer de revenus miniers pour financer leurs campagnes<sup>12</sup> ». Les milieux économiques (entreprises minières) et des réseaux logistiques locaux bénéficient potentiellement de la capture de routes commerciales et de marchés par le M23.

### **II. 3. Dynamique des violences et impact humanitaire**

Le conflit est caractérisé par une extrême violence contre les civils. Human Rights Watch documente que le M23 a commis « des meurtres, des viols et autres crimes de guerre depuis fin 2022 » dans le Nord-Kivu<sup>13</sup>. Les attaques à l'arme lourde, notamment les bombardements d'artillerie sur les camps de déplacés et les zones peuplées autour de Goma, ont été massifs tout au long de l'année 2024.

Selon HRW, les Forces armées congolaises, souvent mal formées, ont aussi exposé les civils en déployant leur artillerie à proximité des camps et en menant des incursions abusives dans ces camps.

En février 2025, la chute de Goma a exposé les habitants à des affrontements urbains: des corps jonchaient les rues et des affrontements ont eu lieu dans la ville même. L'ONU signale des dizaines de cas de violation des droits (recherches arbitraires, violences sexuelles, pillages) commis par le M23 dans les localités occupées<sup>14</sup>. Le flot de réfugiés et déplacés est extrêmement élevé vers le début de l'année 2025 où des centaines de milliers de civils ont fui vers Rwanda<sup>15</sup> et à l'intérieur du pays, créant une crise humanitaire majeure.

---

<sup>12</sup> Reuters, 2025d.

<sup>13</sup> Human Rights Watch, "DR Congo: Rwandan Forces, M23 Rebels Shell Civilians", 26 September 2024.

<sup>14</sup> BCNUDH, 2024.

<sup>15</sup> UNHCR/OCHA, 2025.

### III. DISCUSSION

En appliquant les cadres analytiques, on constate que le conflit combine des logiques « structurelles » et « conjoncturelles ». Selon la grille de Messiant/Bazenguissa-Ganga et Musila, les causes structurelles incluent le déséquilibre d'accès aux ressources (inégalités économiques, pillage minier), l'absence d'autorité étatique forte (porosité frontalière, corruption) et l'interventionnisme régional (appui du Rwanda et de l'Ouganda aux milices correspondantes).

Les conflits d'intérêts portent sur la domination des axes commerciaux et des gisements miniers dans les provinces du Kivu. Les conflits de valeurs s'expriment par les discours identitaires (protection de la « communauté tutsie » vs dénonciation de l'« agression rwandaise »<sup>16</sup>).

Les conflits relationnels sont illustrés par la méfiance mutuelle historique Kinshasa-Kigali et par les accusations réciproques (soutien rwandais au M23 contre soupçon congolais de complicité avec les FDLR). Enfin, le conflit informationnel se traduit par une intense propagande : médias étatiques de deux cotés, les réseaux sociaux où chaque partie glorifie ses actions et diabolise l'autre.

#### Tableau n°01 : Analyse des causes du conflit (Cercle ACCORD)

Dimension du conflit	Éléments analysés
Structurelle	Faiblesse de l'État, accès inégal aux ressources, intervention étrangère
D'intérêts	Contrôle du territoire, richesses minières, pouvoir politique
Relationnelle	Méfiance RDC-Rwanda, tensions interethniques
D'information	Désinformation, narratifs opposés, propagande
De valeurs	Identité, légitimité, nationalité contestée des rwandophones

Source : Conception de l'auteur.

La courbe de Lund (1996) permet de situer temporellement ces dynamiques. Après une longue période de latence (étape initiale de la courbe),

<sup>16</sup> Discours officiels RDC / Rwanda.

le conflit a connu une phase d'escalade rapide fin 2024 (croissance exponentielle de la violence, pic de combats en janvier 2025).

Selon la structure générale de la « courbe de conflit », l'intensité des violences a atteint un sommet avec la chute de Goma, avant d'atteindre un plateau, suscitant désormais des efforts de désescalade (processus diplomatiques dans les semaines suivantes). Ce cycle classique d'escalade décriée est conforme aux modèles théoriques du conflit<sup>17</sup>.

**Tableau n°02 : Evolution temporelle du conflit (courbe de Lund)**

Période	Phase selon Lund	Événements clés
2013–2020	Paix instable	Présence de groupes armés, faible application des accords
2021–2022	Crise	Reprise du M23, tensions diplomatiques
2022–2024	Conflit armé (guerre)	Occupation de localités clés, crise humanitaire
2024–2025	Paix instable et reprise de la guerre	Médiation, retrait de la MONUSCO, avancée du M23

**Source** : Conception de l'auteur.

Cette analyse critique met en lumière l'inefficacité du recours à la force pour résoudre ce conflit. Comme l'a rappelé le Conseil de sécurité en février 2025 à travers la résolution 2773, « il n'existe aucune solution militaire au conflit<sup>18</sup> », et le M23 doit cesser ses offensives et se retirer<sup>19</sup>. Les résolutions onusiennes réclament aussi le retrait des forces rwandaises du sol congolais et l'arrêt du soutien mutuel aux milices (RDC aux FDLR, Rwanda au M23<sup>20</sup>).

En dépit de ces appels, les avancées du M23 illustrent les limites des pressions internationales à court terme. L'absence de réaction rapide de la MONUSCO en 2025 a été dénoncée comme « partiellement facilitant » ces gains territoriaux.

D'après ACCORD, la situation appelle à un traitement régional plus concerté : la collaboration sous l'égide de l'EAC et de la SADC (Mécanismes de

<sup>17</sup> LUND M. S., *Art. cit.*

<sup>18</sup> Nations Unies, Conseil de sécurité, Press Release SC/16004, 21 février 2025

<sup>19</sup> Conseil de sécurité ONU, – SC/16004, 2025.

<sup>20</sup> Ministère des Affaires étrangères RDC, 2024.

Luanda et Nairobi) est essentielle, comme le soulignent les sommets régionaux. La confrontation actuelle dépasse en effet le cadre national : elle menace l'ensemble de la région des Grands Lacs, avec l'implication explicite ou latente de Burundi (aux côtés de la RDC), d'Ouganda (suspecté de soutenir le M23 en sous-main) et d'autres États<sup>21</sup>.

En termes de stratégie, la clé réside sans doute dans la combinaison de pressions militaires locales (renforcement des FARDC par l'EAC/SADC tout en formant et en équipant les FARDC pour reprendre le contrôle après le départ des forces venues ou sensées lui venir en appui) et de concessions politiques (dialogue communautaire).

L'expérience de 2024 montre que seul l'engagement diplomatique peut contenir le conflit<sup>22</sup>. Le cessez-le-feu de juillet 2024, bien que fragile, et les appels du Secrétaire général de l'ONU au retour à l'accord de Nairobi illustrent une volonté de résolution pacifique.

Les analystes préconisent également de s'attaquer aux causes profondes : la réforme de l'armée congolaise, la lutte contre la corruption dans le secteur minier, et la diplomatie régionale pour neutraliser les FDLR et rétablir la confiance entre Kinshasa et Kigali<sup>23</sup>.

## CONCLUSION

Les conflits armés qui sévissent dans l'Est de la RDC est la convergence d'un héritage violent et de facteurs contemporains : statuts ethniques non résolus, revendications politiques, compétition économique et rivalités régionales. Cette analyse a été fondée sur plusieurs outils méthodologiques reconnus.

Elle montre que la guerre opposant l'Etat congolais contre le M23/AFC (appuyé par le Rwanda) ne trouve pas de solution simple tant que ces dimensions restent irrésolues.

---

<sup>21</sup> ACCORD, 2025.

<sup>22</sup> Université de Kinshasa, 2024.

<sup>23</sup> ICG, 2024.

Les récents développements (prise de Goma et Bukavu, pressions internationales) illustrent le point culminant de la violence à ce jour.

Toutefois, les efforts diplomatiques multilatéraux (Luanda, Nairobi) et la mobilisation régionale (forces EAC/SADC) offrent des leviers pour aplanir la crise. Comme l'a clairement indiqué le Conseil de sécurité de l'ONU, « il n'existe aucune solution militaire » à ce conflit.

La paix durable exige un compromis politique inclusif, la neutralisation des milices étrangères (notamment les FDLR) et le renforcement de l'autorité de l'État congolais dans la région. Une sortie de crise réussie devra conjuguer la réconciliation nationale, l'aménagement équitable des ressources minières et les garanties de sécurité pour toutes les communautés des Kivus.

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACCORD, 2025.
- BAZENGUISSA-GANGA R. et MUSILA G., *Conflits armés en Afrique centrale*, Karthala, Paris, 2022.
- BCNUDH, 2024.
- Conseil de sécurité ONU, – SC/16004, 2025.
- Conseil de sécurité ONU, SC/15981, 2025.
- Conseil de sécurité ONU, SC/16000, 2025.
- Human Rights Watch, "DR Congo: Rwandan Forces, M23 Rebels Shell Civilians", 26 September 2024.
- Human Rights Watch, DR Congo: Killings, Rapes by Rwanda-Backed M23 Rebels, 13 juin 2023.
- LUND, M. S., « Preventing Violent Conflicts: A Strategy for Preventive Diplomacy », dans *USIP Press*, 1996.
- Ministère des Affaires étrangères RDC, 2024.
- Nations Unies, Conseil de sécurité, Press Release SC/16004, 21 février 2025.
- ONU Conseil de sécurité, SC/16000, 2025.
- ONU Conseil de sécurité, SC/16004, 2025.

- 
- Reuters, "Rwandan-backed rebels enter Congo's Goma in major escalation", 27 janvier 2025.